

## L'investissement agricole<sup>1</sup>

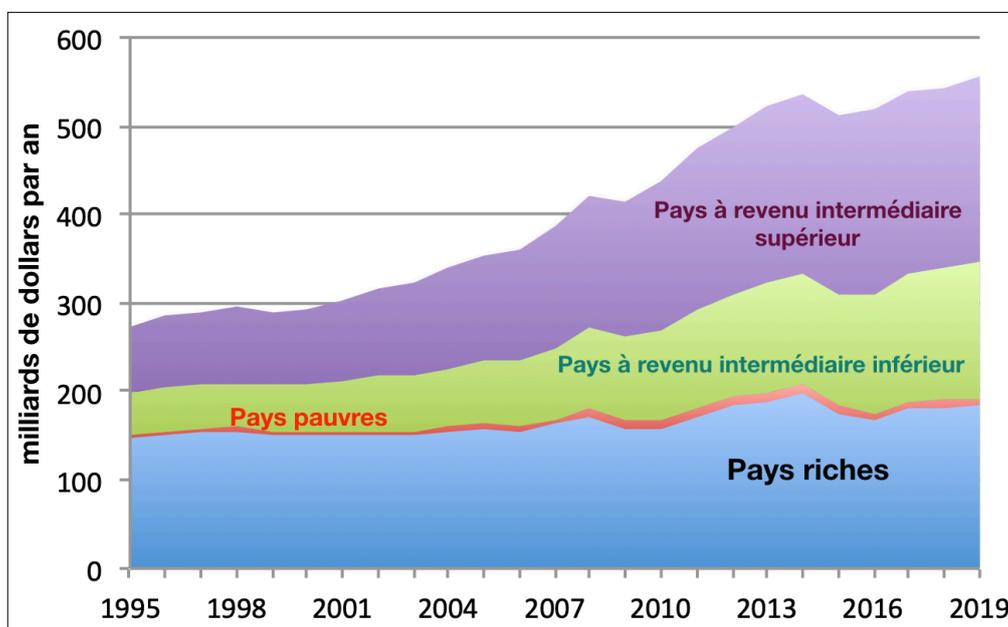
Les investissements façonnent l'avenir. C'est pourquoi l'analyse de l'investissement agricole permet de se faire une idée de la direction que prendra l'agriculture (et l'alimentation) dans le futur.

### L'investissement agricole a cru de manière considérable au cours des 25 dernières années

Au niveau mondial, l'investissement agricole (y compris dans la sylviculture et la pêche), mesuré par la formation brute de capital fixe<sup>2</sup>, a plus que doublé entre 1995 et 2019. Cette période de croissance des investissements fait suite à un temps pendant lequel le montant de l'investissement agricole a relativement stagné.

Comme l'indique le graphe ci-dessous (Fig.1), l'investissement agricole a connu une accélération à partir du milieu de la première décennie de ce siècle, surtout après la [crise de sécurité alimentaire](#) des années 2007-08. La plus grande partie de l'augmentation observée a son origine dans les pays à revenu intermédiaire, tandis qu'elle était minime dans les pays riches. L'investissement dans les pays pauvres est resté marginal.

Fig.1 : Évolution de l'investissement agricole mondial (1995-2019)



Source: FAOSTAT

<sup>1</sup> Ce document réactualise certains aspects de "[L'insuffisance de l'appui au développement agricole](#)", publié en 2013, et apporte des compléments à "[Le soutien apporté à l'agriculture par...](#)" publié en 2021.

<sup>2</sup> La **Formation brute de capital fixe** est mesurée par la valeur totale des acquisitions faites par un producteurs, moins les ventes, d'actifs fixes pendant la période comptable, complétée par certaines dépenses spécifiques sur les services qui ajoutent de la valeur aux actifs non produits ([FAO](#) en anglais).

Avec une multiplication par 4 et 3,4 fois, respectivement, de leur investissement agricole, l'Inde et la Chine ont été les acteurs principaux de cette tendance. Il en découle que plus de la moitié des investissements agricoles se font désormais dans les pays riches et en Chine.

La disparité dans l'investissement agricole par habitant est énorme entre groupes de pays, creusant les inégalités futures. Il est intéressant de noter que, tandis que la part du PIB agricole réinvesti dans l'agriculture est de l'ordre de 16 % au niveau mondial, elle est presque le double (29 %) dans les pays riches, et seulement 9 % en Afrique. Cela signifie que l'investissement agricole par habitant est 14 fois plus grand dans les pays riches que dans les pauvres (Tableau 1). Par conséquent, l'agriculture est à bien plus forte intensité de capital (et plus productive) dans les pays riches que dans les pauvres où l'agriculture dépend essentiellement du travail humain, et l'écart entre les riches et les pauvres devrait encore s'accroître.

**Tableau 1 : Évolution de l'investissement agricole mondial par habitant (1995-2019) (en dollars/habitant)**

	1995	2007	2019
Pays riches	144	147	155
Pays à revenu intermédiaire supérieur	36	60	84
Pays à revenu intermédiaire inférieur	21	30	47
Pays pauvres	11	11	11

Source : FAOSTAT



Nouveau tracteur sans chauffeur (USA)



Paysan en train de labourer (Myanmar)

### Investissement privé

De nouveaux opérateurs, tournés vers le profit, se sont engagés dans l'investissement agricole

Traditionnellement, la majeure partie des investissements agricoles sont l'œuvre des agriculteurs et des organismes publics. Pendant ces dernières années, de nouveaux opérateurs ont pris de l'importance alors que l'agriculture s'intégrait davantage au marché et que l'urbanisation favorisait l'émergence de chaînes de valeurs agricoles et alimentaires complexes assurant la transformation et la circulation des produits agricoles entre les

agriculteurs et les consommateurs. Cette évolution a profondément modifié le système agricole mondial au cours des dernières décennies, et cette tendance s'accélère.

De grandes compagnies privées, souvent des multinationales, commanditées par des opérateurs financiers tels que les fonds de pension, les fonds d'investissement spécialisés, les fonds de dotation ainsi que les investisseurs d'impact<sup>3</sup> et les entreprises du numérique se sont joints aux plus traditionnelles entreprises privées, aux négociants, aux organismes publics et aux agriculteurs.

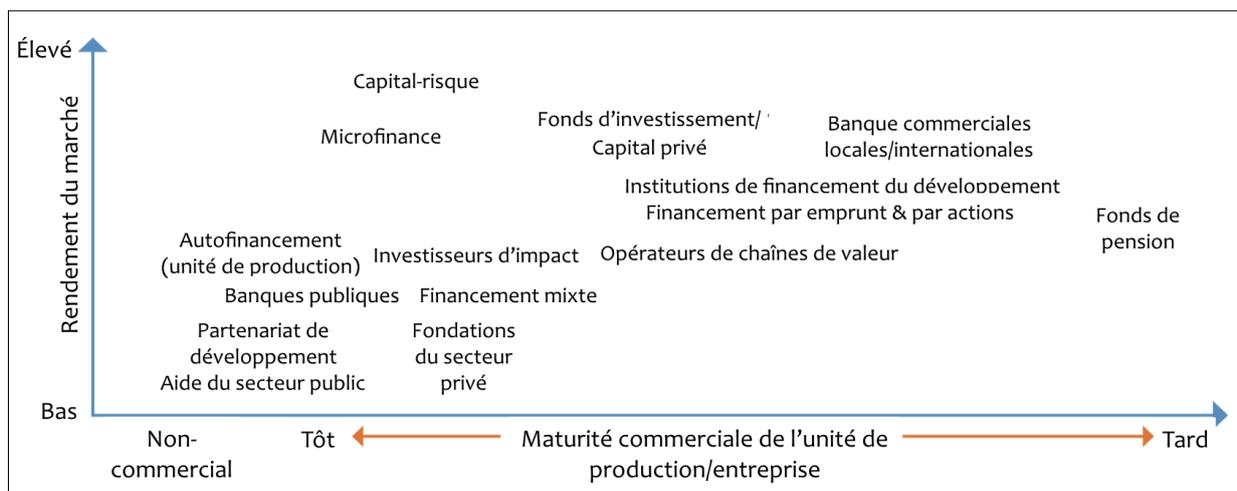
Ces transformations se sont produites rapidement en Amérique du Nord et en Europe, et plus récemment en Asie, et l'on s'attend à ce qu'elles s'étendent à l'ensemble du monde. Ainsi, le nombre de fonds d'investissement s'intéressant aux terres agricoles et à la production alimentaire est passé de 7 en 2004 à 300 en 2020 [lire en anglais]. Les fonds de capital-risque ont été particulièrement attirés par la recherche. Les montants investis peuvent être considérables. Par exemple, les fonds de capital-risque représentaient presque 4,8 milliards de dollars en 2020, soit presque un doublement par rapport à 2019.

Les nouveaux acteurs se concentrent souvent dans des domaines tels que les terres agricoles, le capital privé et des secteurs comme le capital-risque, la dette privée et les émissions obligataires vertes. Il est probable que la part de ces opérateurs ira en augmentant à l'avenir.

La conséquence de l'apparition de ces nouveaux opérateurs est qu'une proportion croissante des investissements dans l'agriculture et l'alimentation est principalement orientée vers le profit (Fig. 2).

Cette évolution risque de créer une déconnexion entre, d'un côté, les unités de production à forte intensité de capital, orientées vers le marché, et de l'autre, les petites unités disposant de peu de surplus et d'une capacité d'investissement limitée, avec la possibilité que les politiques publiques et les investissements dirigés vers l'agriculture commerciale et le développement des chaînes de valeur soient incohérentes avec des politiques et investissements cherchant à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire [lire].

**Fig. 2 : L'investissement privé dans les systèmes agricoles et alimentaires**



Source: World Bank Group, 2018 (traduction assurée par lafaimexpliquee.org)

<sup>3</sup> Les investisseurs d'impact adoptent des approches telles que l'Investissement socialement responsable et l'investissement éthique, social et de gouvernance (ESG) [lire].

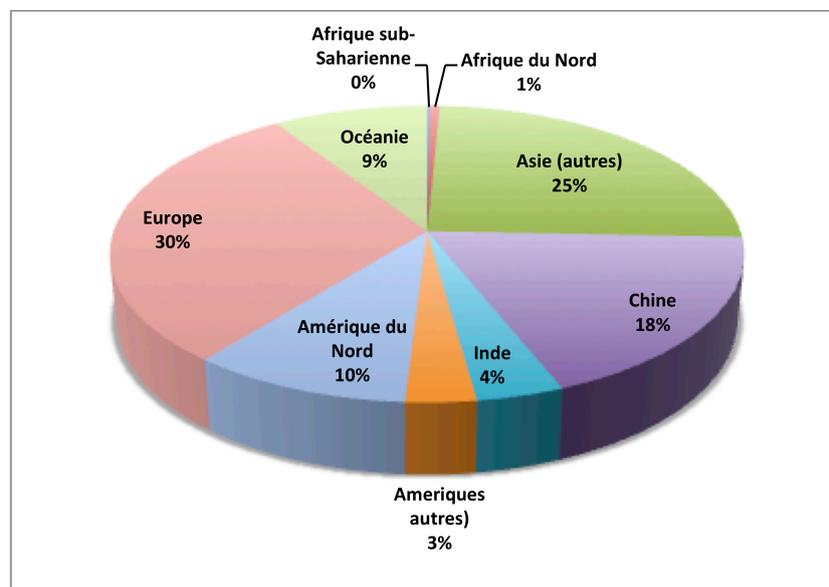
Si cette évolution peut faire penser que le domaine agricole et alimentaire ira en se professionnalisant et sera plus orienté vers le marché, l'on peut craindre, cependant, que cela ne permette pas aux systèmes alimentaires de faire face au défi du climat et de la préservation des ressources naturelles [lire].

L'autofinancement reste la principale source d'investissement pour les producteurs agricoles, dans la mesure où l'accès au crédit est difficile

L'autofinancement par les producteurs agricoles est, de loin, la principale source de l'investissement agricole. Pour les petits paysans, cependant, l'épargne limitée et l'accès difficile à un crédit indispensable contraignent l'investissement. Du fait de l'absence de nantissement et de droits de propriété clairement définis, ces petits producteurs doivent généralement avoir recours à des sources informelles de crédit tels que les clubs d'épargne et les coopératives de crédit. Trop souvent, ils dépendent de prêteurs et d'usuriers qui imposent des taux d'intérêt prohibitifs et des conditions de remboursement draconiennes.

En réalité, les pays riches d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Océanie représentent presque la moitié du crédit pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche dans le monde en 2019, le reste étant principalement octroyé en Asie (47 %, dont 18 % rien que pour la Chine). Le crédit est pratiquement inexistant ailleurs (Fig.3). Là encore, cette situation risque d'amplifier les inégalités et les exclusions.

**Fig. 3 : Distribution du crédit disponible pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche, en 2018**



Source: FAOSTAT

Les petites et moyennes entreprises des chaînes de valeur agricoles et alimentaires font face aux mêmes contraintes, surtout en Afrique

Comme les petits paysans, les petites et moyennes entreprises travaillant dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation ont des contraintes d'accès au crédit.

En Afrique, près des 3/4 de ces entreprises manquent d'un financement suffisant et de la capacité de gérer des emprunts. Le décalage entre l'offre et la demande en capital a été estimé à 65 milliards de dollars par an [\[lire en anglais\]](#). Beaucoup de petites entreprises ne disposent même pas de compte bancaire et les banques commerciales considèrent en général que l'agriculture est une activité trop risquée pour y investir.

L'investissement étranger direct, souvent présenté comme une bonne solution, reste assez faible dans l'agriculture et l'alimentation, comparé à d'autres secteurs

Beaucoup a été dit et écrit sur l'investissement étranger direct. Certains l'ont même présenté comme la solution pour développer les « pays en développement », alors que d'autres l'ont critiqué pour être une manière d'accroître la domination des multinationales et des pays riches.

En réalité, il est resté relativement réduit dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation, et s'est concentré dans la transformation des produits et les services. Il est fortement lié aux activités d'exportation et dans la main de grandes multinationales [\[lire en anglais\]](#). Il représente 6 % des investissements en ce qui concerne les produits alimentaires et les boissons, et seulement 0,5 % dans l'agriculture, bien moins que dans l'électronique ou le textile [\[lire\]](#). Selon la CNUCED, il a été multiplié par 4 dans les industries alimentaires, de boissons et du tabac, au cours de 2020 [\[lire\]](#).

En agriculture, les investissements étrangers directs ont été liés à l'« accaparement des terres » qui a eu lieu à la suite de la crise alimentaire de 2007-08 [\[lire\]](#) et ils ont fait l'objet de controverses et de critiques. Ils ont été associés à des « pertes de terres non consenties et non compensées » pour les communautés et « seulement peu d'avantages socio-économiques » tels que « des emplois, des retombées positives sur la productivité ou les infrastructures ». Leurs conséquences négatives ont également inclus la destruction de « forêts primaires, d'habitats naturels et de biodiversité » [\[lire en anglais\]](#).

## **Dépenses publiques et investissements agricoles**

Il existe de bonnes preuves justifiant les investissements publics dans l'agriculture dans la mesure où eux seuls peuvent fournir les biens communs indispensables et les subventions ou aides au secteur privé pour orienter ses investissements vers les domaines prioritaires [\[lire en anglais\]](#). Malgré cela, l'agriculture a été négligée et l'investissement dans l'alimentation et l'agriculture a diminué avec le temps [\[lire\]](#). Cette tendance est illustrée par la baisse de la part des dépenses publiques totales destinées à l'agriculture qui est passée d'environ 7 % à 4 % du total entre 1980 et 2007 [\[lire\]](#).

On considère en général le montant des dépenses publiques comme valeur approchée de l'investissement public, bien qu'elles comprennent également des dépenses courantes. C'est une pratique d'autant plus répandue qu'il n'est pas si aisé de faire une distinction entre ce qui constitue un investissement et d'autres dépenses. Cependant, selon le pays, la part relative des investissements et des dépenses courantes peut varier de manière considérable [\[lire en anglais\]](#).

## L'agriculture : un secteur négligé

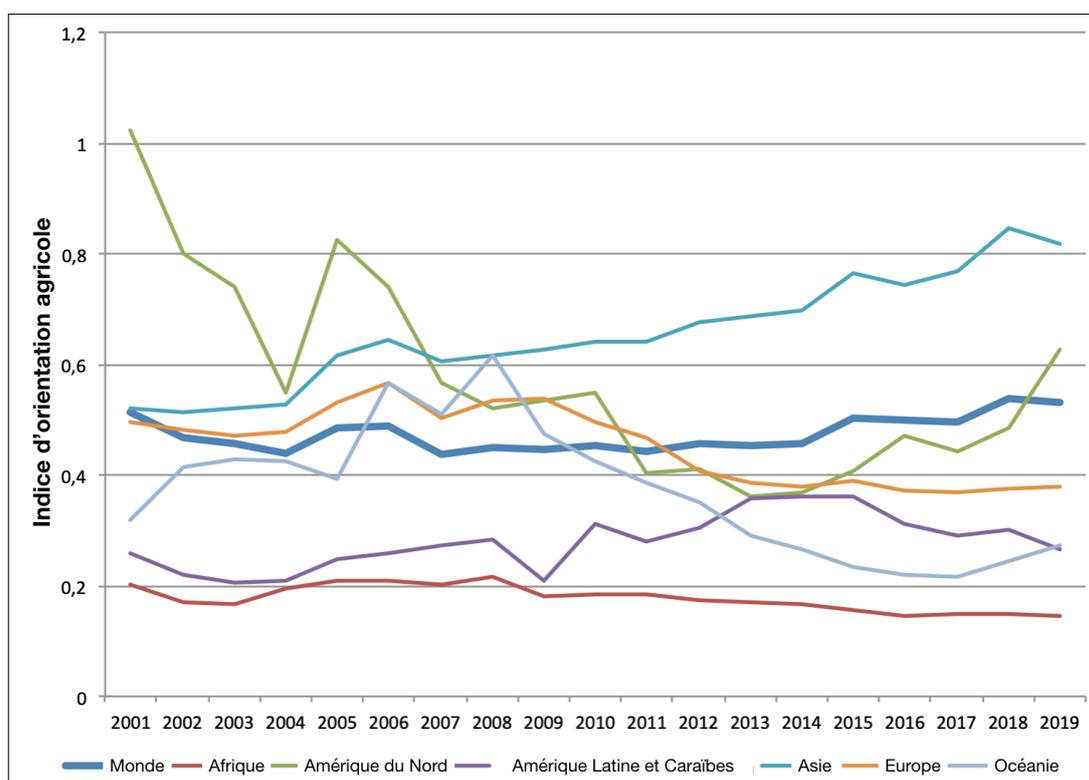
L'importance accordée à l'agriculture peut être mesurée en comparant la part de l'agriculture dans les dépenses publiques à son poids dans l'économie. Si cet indicateur, l'Indice d'orientation agricole des dépenses publiques, est plus grand que 1, le

gouvernement donne plus de place à l'agriculture dans ses dépenses qu'elle ne pèse dans l'économie. S'il est plus petit que 1, l'importance accordée est inférieure à son poids dans le PIB. Dans la plupart des pays, il y a une sous-utilisation des ressources publiques pour l'agriculture. Dans ce sens, on peut dire que l'agriculture est un secteur négligé. Le graphique ci-dessous (Fig.4) montre comment cet indicateur a évolué entre 2001 et 2019.

Au niveau mondial, l'Indice d'orientation est resté relativement stable sur la période considérée, oscillant entre 0,4 et 0,5, ce qui signifie que la part de l'agriculture dans les dépenses publiques était de l'ordre de la moitié du poids de ce secteur dans l'économie. Il faut noter qu'aucune région au monde n'a « sur-utilisé » ses ressources pour l'agriculture entre 2001 et 2019, hormis l'Amérique du Nord en 2001. Le plus souvent, la dépense publique pour l'agriculture a pesé moins de la moitié du poids de l'agriculture dans l'économie.

L'Asie a connu une augmentation régulière de la part des dépenses agricoles, ce qui reflète l'attention accordée à ce secteur par la Chine, tandis que l'Afrique a clairement négligé l'agriculture.

**Fig. 4 : Évolution de l'Indice d'orientation agricole (2001-2019)**



Source: FAOSTAT

Si l'on considère cet indicateur au niveau national, le contraste est frappant entre, par exemple, le Nigeria et la Chine. Au Nigeria, la valeur de l'indice d'orientation agricole est toujours inférieure à 0,2 sur la période - illustrant le manque d'attention portée à ce secteur - alors qu'en Chine, il se situe entre 0,6 et 1,3, ce qui démontre un intérêt soutenu !

#### Contraste entre l'Asie et le reste du monde

Le tableau 2 propose le niveau de dépenses pour l'agriculture par habitant et la part de l'agriculture dans les dépenses publiques en 2016. Il montre que la région Asie et

Pacifique est celle où les dépenses publiques pour l'agriculture par habitant étaient les plus élevées, principalement parce qu'elles ont été multipliées presque 5 fois en Chine entre 2005 et 2016 pour atteindre près de 200 dollars par personne et par an (mesuré en dollars constants de 2011). C'est également la région qui a la plus forte part de la dépense publique consacrée à l'agriculture. La dépense publique pour l'agriculture a augmenté presque partout dans le monde pendant la période considérée, sauf dans les pays riches. Dans les pays riches d'Europe, cette dépense a, en réalité, diminué de moitié.

**Tableau 2 : Dépense publique pour l'agriculture en 2016  
(en dollars constants de 2011)**

	Dépense publique pour l'agriculture par habitant	Part de l'agriculture dans les dépenses publiques totales (%)
Asie Orientale & Pacifique	171	9,3
Asie du Sud	16	5,4
Europe & Asie Centrale	57	1,4
Moyen-Orient & Afrique du Nord	122	2,7
Amérique Latine et Caraïbes	43	1,6
Afrique sub-Saharienne	13	2,2
Pays européens riches	103	0,5
Autres pays riches	74	0,6

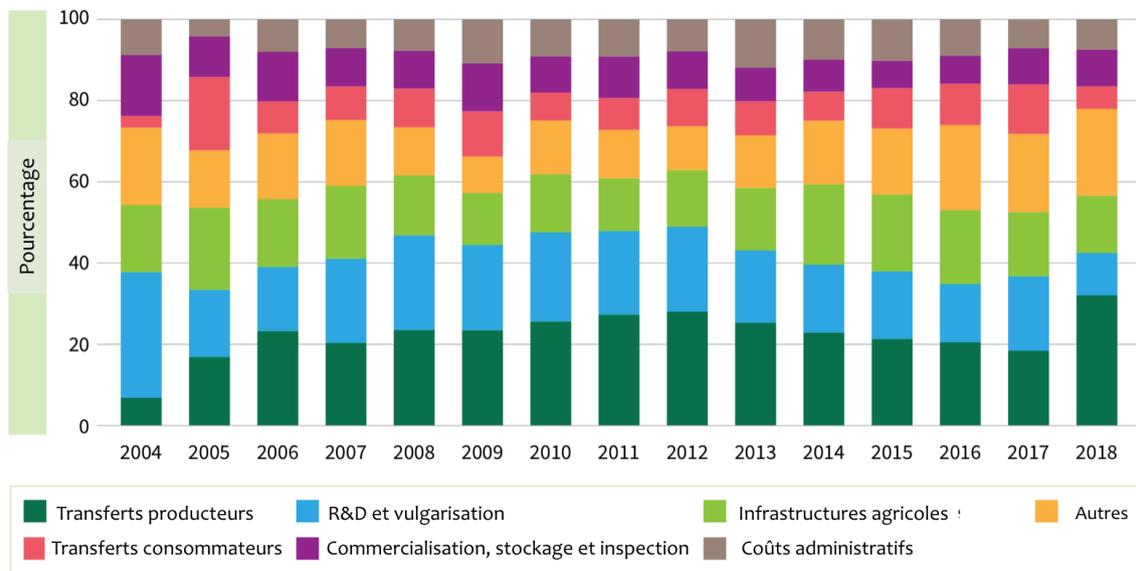
Source : [IFPRI SPEED 2019](#)

Pendant ce temps, en Afrique, la part de l'agriculture dans la dépense publique est restée à 2,2 %, bien en dessous des engagements pris par les gouvernements en 2003 de la porter à 10 %. En réalité, seuls quelques pays ont atteint cet objectif.

La Fig. 5 montre que les dépenses publiques dans le domaine de l'alimentation et l'agriculture dans les 13 pays africains analysés par le projet [MAFAP](#) de la FAO étaient principalement faites de transferts vers les producteurs (surtout des subventions sur les intrants agricoles), de financement de la recherche-développement et de la vulgarisation, de la construction d'infrastructures agricoles (essentiellement pour l'irrigation) et de transferts vers les consommateurs (à l'aide de programmes de protection sociale tels que le paiement d'[allocations monétaires](#) et les [cantines scolaires](#)) [[lire en anglais](#)].

Bizarrement, alors que la recherche agricole présente un fort potentiel de rentabilité (des études démontrent un taux de rentabilité moyen de 42 % [[lire en anglais](#)]) en améliorant la productivité des fermes et le revenu des ménages, son importance dans les pays analysés par MAFAP a décru.

**Fig. 5 : Tendances de la structure des dépenses publiques pour l'alimentation et l'agriculture dans les pays analysés par MAFAP (2004-2018)**

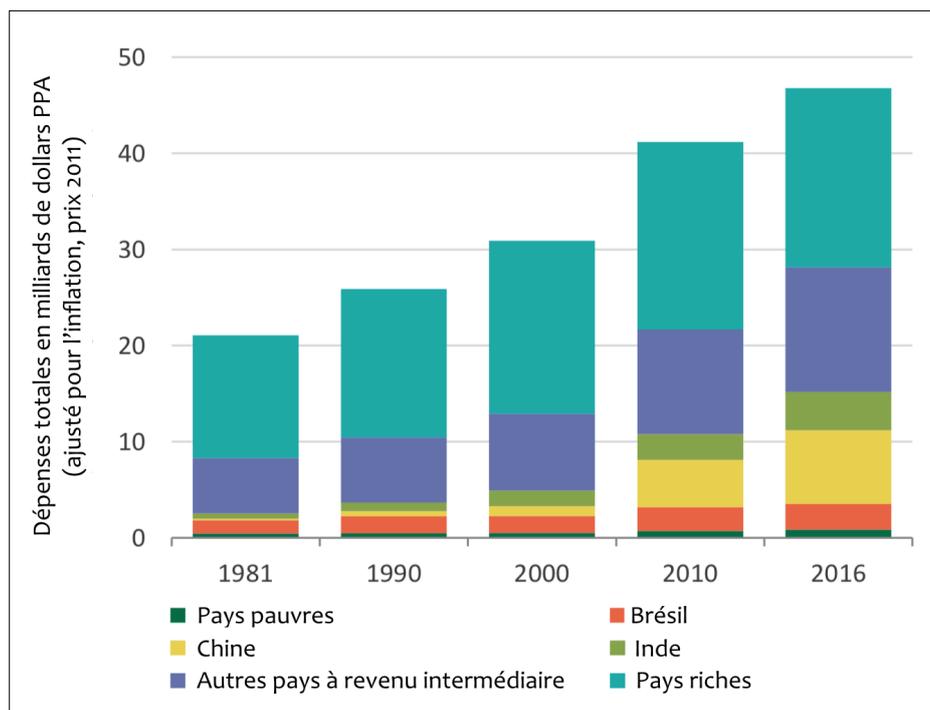


Source: [FAO](#)

Au contraire, les pays riches, la Chine, l'Inde, le Brésil et d'autres pays à revenu intermédiaire ont investi dans la recherche (Fig. 6), en grande partie grâce au secteur privé qui domine désormais la recherche et l'oriente vers la production de biens et services commercialisables souvent inaccessibles à la masse des petits producteurs.

Cette situation amène à se demander si l'orientation de la recherche permettra de faire évoluer les techniques de production pour les rendre plus compatibles avec le climat et la préservation des ressources naturelles.

**Fig. 6 : Dépenses pour la recherche agricole par groupe de revenu (1981–2016)**



Source: [ASTI](#)

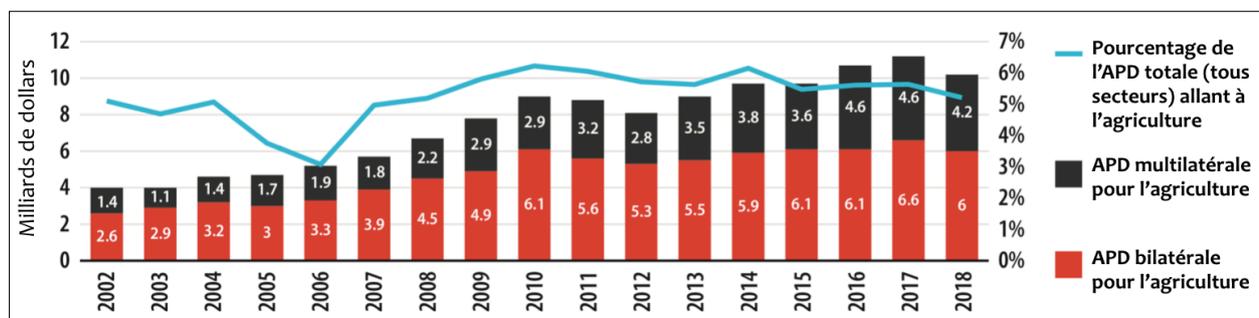
## Aide étrangère

L'assistance technique et financière apportée par les pays étrangers et les organisations internationales peut constituer un levier important pour influencer le changement économique. Depuis 2002, l'aide publique au développement (APD) destinée à l'agriculture, les forêts et la pêche a augmenté de plus de 156 % pour atteindre 10,2 milliards de dollars en 2018 (Fig.7). Elle représentait alors 5,2 % de l'APD totale [\[lire en anglais\]](#).

L'Asie et l'Afrique en sont les principaux récipiendaires, mais l'importance du volume d'aide étrangère reste limitée [\[lire\]](#). Par exemple, en Afrique pour 2018, les 4,5 milliards de dollars versés pesaient moins de 1,3 % du PIB agricole africain, mais près de trois fois les dépenses agricoles des gouvernements nationaux, ce qui illustre le pouvoir d'influence de l'aide dans la mesure où elle s'accompagne généralement de conditions et qu'elle est liée à des accords entre donateurs et gouvernements bénéficiaires portant sur les politiques, stratégies et programmes à mettre en œuvre.

Récemment, en Afrique, cette influence a amené à l'adoption de stratégies reposant fortement sur la mobilisation de ressources financières privées [\[lire\]](#), soutenues par un financement mixte [\[lire\]](#) selon lequel des fonds publics appuient les investissements par des entreprises privées (souvent originaires du pays donateur). Cette orientation a eu tendance à favoriser les activités liées à l'exportation et les secteurs dits « durs » (infrastructure et services bancaires et financiers) dans les pays à revenu intermédiaire, au détriment des pays pauvres et des investissements devant éradiquer la pauvreté et la faim [\[lire en anglais\]](#).

**Fig.7. Aide publique au développement (APD) pour l'agriculture (2002-2018)**



Source: [Ceres2030](#)

## **Conclusion**

Cette brève analyse de l'investissement agricole dans le monde constate les grandes disparités existant dans ce domaine :

- Alors que les pays à revenu intermédiaires ont augmenté leurs investissements agricoles, les pays pauvres ont vu leurs investissements stagner à un très bas niveau.
- L'investissement privé a vu l'arrivée de nouveaux opérateurs dont l'objectif principal est la recherche de profits à court terme.
- L'investissement privé se fait souvent dans le cadre de chaînes de valeurs, et la plupart des investissements privés extérieurs sont liés aux exportations.

- Les petits producteurs et les petites et moyennes entreprises des pays pauvres ont des difficultés énormes pour avoir accès au crédit dont la très grande majorité, au niveau mondial, se concentre dans les pays riches et dans les pays à revenu intermédiaires d'Asie.
- L'agriculture est généralement négligée dans les dépenses publiques, tout particulièrement en Afrique.
- Les investissements dans la recherche-développement se font surtout dans les pays riches et à revenu intermédiaire, et ils sont de plus en plus dans la main du secteur privé.
- L'aide publique au développement est un outil puissant d'influence sur les politiques, stratégies et programmes mis en œuvre dans les pays pauvres, en Afrique notamment.

De ces caractéristiques de l'investissement agricole, on peut déduire :

- que bien que l'écart entre les pays riches et les certains pays à revenu intermédiaire semble diminuer relativement, en ce qui concerne les investissements agricoles, il se creuse avec les pays pauvres ;
- que la mainmise des pays riches, de certains pays à revenu intermédiaire et de leurs entreprises privées sur la recherche-développement risque d'amplifier le retard et la dépendance technologiques des pays pauvres, poussant encore davantage vers une homogénéisation des techniques plutôt que vers le développement de technologies de production adaptées aux conditions locales et reposant sur des processus biologiques naturels [\[lire\]](#);
- qu'à l'intérieur des pays eux-mêmes, les disparités s'accroissent et les dangers de marginalisation des producteurs et opérateurs les plus faibles augmentent ;
- que l'on peut craindre raisonnablement que la professionnalisation croissante de l'agriculture et son orientation de plus en plus marquée vers le marché augurent mal de la capacité future des systèmes alimentaires de faire face au défi du climat et de la préservation des ressources naturelles.

Materne Maetz  
(janvier 2022)

---

Pour en savoir davantage

- CNUCED, [Des flux d'IDE mondiaux en baisse de 42% en 2020](#), Investment Trends Monitor, 2021.
- Pernechele, V., Fontes, F., Baborska, R., Nkuingoua, J., Pan, X. & Tuyishime, C., [Public expenditure on food and agriculture in sub-Saharan Africa: trends, challenges and priorities](#). Rome, FAO, 2021 (en anglais).
- Land Matrix, [Few development benefits, many human and environmental risks: Taking stock of the global land rush](#), Analytical Report III, Land Matrix, 2021 (en anglais).
- Attridge, S. and Engen, L., [Blended finance in the poorest countries: The need for a better approach](#). ODI Report, Overseas Development Institute (ODI), London, 2019 (en anglais).
- World Bank Group, [Future of Food - Maximizing Finance for Development in Agricultural Value Chains](#), 2018 (en anglais).
- Syed S. and M.Miyazako, [Promouvoir l'investissement dans l'agriculture](#), FAO, Rome, 2013.

Sélection d'articles déjà parus sur [lafaimexpliquee.org](http://lafaimexpliquee.org) et liés à ce sujet :

- [Le soutien apporté à l'agriculture par les États a encouragé des produits nocifs pour la santé et l'environnement, en renforçant les inégalités au niveau mondial](#), 2021.
- [Entreprises responsables ou verdissement affiché ? L'industrie de la certification au service des multinationales](#), 2021.
- [L'aide publique au développement, une goutte d'eau dans un océan de besoins ?](#) 2018.
- [La privatisation de l'aide au développement : intégrer davantage l'agriculture au marché mondial](#), 2018.
- Opinions: [Les grandes entreprises sont-elles en train de prendre le contrôle des Objectifs du développement durable des Nations Unies ?](#) par Jomo Kwame Sundaram et Anis Chowdhury, 2018.
- [La nouvelle stratégie agricole de la Banque africaine de développement : pour une agriculture pseudo-moderne non durable, d'exclusion, au bénéfice d'une minorité](#), 2016.
- [L'insuffisance de l'appui au développement agricole](#), 2013.

ainsi que les articles parus sous la rubrique « [Investissements](#) ».